

M. l'Orateur: Voilà une question qui pourrait être inscrite au *Feuilleton*. Néanmoins, on a posé et j'ai accepté tant de questions de cette nature aujourd'hui que je pourrais peut-être autoriser le ministre à y répondre s'il le veut.

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre du Revenu national): Je vais tenir la question pour préavis, monsieur l'Orateur.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LIBAN—LE CANADA ET LA RÉOLUTION DE L'ONU AU SUJET DE L'INCURSION ISRAËLIENNE

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné l'attitude que les Nations Unies ont adoptée le 12 mai sur l'activité d'Israël au Liban, le Canada appuie-t-il à cet égard la décision du Conseil de sécurité?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, cette question n'est pas pertinente car nous ne sommes pas membre du Conseil de sécurité. Je l'ai dit hier, je déplore tous les actes commis des deux côtés et je ne faciliterais certainement pas les choses en commentant des incidents particuliers.

M. Yewchuk: Alors, dois-je conclure que, d'après le ministre, le Canada n'appuie pas la décision des Nations Unies?

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur.

L'INDUSTRIE

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR L'AUTOMOBILE—LE MAINTIEN DES GARANTIES

M. Ed Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'adresse une question au premier ministre suppléant. Étant donné les récentes rumeurs que le gouvernement des États-Unis presse le gouvernement canadien de renoncer aux garanties fournies dans l'Accord canado-américain sur l'automobile et la réponse évasive du ministre de l'Industrie et du Commerce à la question posée hier à ce sujet, le ministre voudrait-il assurer, à la Chambre que le gouvernement canadien insistera sur le maintien des garanties prévues par l'Accord?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Il est toujours très difficile de prévoir l'issue de toutes négociations. Mon intention c'est d'appuyer ce que le ministre a dit, c'est-à-dire, que c'est là notre objectif.

DÉBATS DES COMMUNES

LES CONTRACEPTIFS ORAUX—L'INFORMATION DES MÉDECINS—LES AVERTISSEMENTS SUR LES EMBALLAGES

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Compte tenu de l'annonce qu'il a faite relativement au rapport du comité consultatif sur les contraceptifs oraux, fondé presque entièrement sur les conclusions de recherches effectuées en Grande-Bretagne, où il est indiqué que ces médicaments comportent très peu de risques si le dosage ne dépasse pas 50 milligrammes de Mestranol, j'aimerais demander au ministre si tous les médecins du Canada seront directement avertis de ces conclusions par la Direction des aliments et drogues et si, à l'avenir, les boîtes de contraceptifs oraux porteront la mise en garde nécessaire quant aux dangers qu'ils comportent.

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, la réponse est oui, quant à la première partie de la question. Tous les médecins ont été avertis de prendre toutes les précautions nécessaires. Quant à la seconde partie, nous n'avons pas encore décidé si les avertissements devraient être placés sur les boîtes et nous ne prendrons aucune décision tant que nous n'aurons pas reçu le rapport définitif du comité d'experts chargé de nous conseiller en cette matière. Mais nous avons insisté pour que les fabricants mettent dans les boîtes des instructions complètes.

MESURES CONCERNANT LA PUBLICITÉ RELATIVE À LA CIGARETTE

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Le 18 décembre 1969, le comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales présentait son rapport à la Chambre et recommandait l'adoption de plusieurs mesures visant à contrôler la publicité relative à la vente et à l'usage de la cigarette au Canada. L'honorable ministre sera-t-il en mesure de présenter bientôt à la Chambre un projet de loi à ce sujet, conformément aux nombreuses recommandations qui ont été faites en ce sens?

[Traduction]

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Le gouver-